

28 octobre 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la participation des jeunes à la vie publique, les droits et les devoirs de la vie en société, le respect de la loi et des droits des enfants, la question de l'égalité des chances et l'importance de la sauvegarde de l'environnement, Bordeaux le 28 octobre 2002.

Monsieur le président de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes, Permettez-moi d'abord de vous remercier pour votre invitation. J'ai eu à maintes reprises, vous le savez, nous en parlions tout à l'heure l'occasion d'avoir des rencontres avec des conseils de jeunes ou d'enfants. J'en ai reçu à Paris, j'en reçois, et chaque fois j'ai le sentiment d'avoir appris quelque chose, d'avoir une sensibilité nouvelle ouverte sur les problèmes de la vie quotidienne. Non seulement les problèmes auxquels sont confrontés les enfants ou les jeunes, mais plus généralement les problèmes qui sont ceux de notre société comme ceux qui viennent d'être à l'instant évoqués par vos trois représentants. C'était donc pour moi une joie, Monsieur le Président, de venir à une nouvelle manifestation de ces conseils et d'être ainsi présent parmi vous toutes et vous tous.

Je voudrais saluer, naturellement, le maire de Bordeaux, mon cher Alain, qui me reçoit aujourd'hui et je vous en remercie, saluer Anne, Mistral et Bruno qui sont intervenus dans des conditions qui pourraient inspirer un certain nombre de professionnels de la politique, de l'économie, du social, dans la mesure où ils ont dit l'essentiel en très peu de mots et je vous félicite. C'était parfaitement réussi et je crains dans les réflexions que je voudrais faire à la suite des vôtres de ne pas avoir tout à fait le même talent. Mais enfin je vais quand même vous faire ces quelques réflexions.

C'est vrai, on ne devient pas citoyen d'un seul coup, et pour toujours, quand on atteint l'âge de 18 ans. La démocratie, cela s'apprend, et cela s'apprend dès l'âge de raison, comme vous le faites et puis cela se défend et cela se façonne.

La République a besoin de la parole de tous, d'où qu'ils soient, quelque soit son origine, son âge, à partir du moment où il est en mesure d'exprimer une sensibilité. Car c'est la synthèse, l'ensemble de ces sensibilités qui font notre façon de vivre. Une façon qui peut être sereine, fraternelle ou au contraire agressive. L'abstention et l'indifférence sont pour la République de véritables dangers. Votre engagement, votre volonté de participer au débat politique, au sens le plus noble du terme, celui qui consiste à gérer les affaires quotidiennes et les intérêts généraux d'une collectivité à laquelle vous appartenez. Votre engagement, au sens donc le plus élevé du terme, est un exemple pour les jeunes. C'est aussi un exemple pour l'ensemble de nos compatriotes.

Notre pays ne progressera évidemment pas, sans être à l'écoute des jeunes, puisque que ce sont les jeunes qui feront la France de demain. Il n'avancera pas sans la capacité d'indignation des jeunes, sans leur esprit d'engagement et de responsabilité qui n'est pas encore marqué par l'égoïsme qui, petit à petit, se conforte avec l'âge. C'est vous qui ferez la France de demain, qui

ferez donc son dynamisme économique par votre travail, par vos initiatives, qui ferez son rayonnement culturel, et donc qui ferez sa force politique au sens noble du terme, c'est-à-dire sa capacité à exister, à défendre ses droits, ses intérêts, ses valeurs dans le monde de demain. En choisissant de placer votre congrès sous le signe de la culture, vous avez mis l'accent d'une manière très juste sur ce qui unit ou ce qui doit unir les citoyens entre eux, et par conséquent sur ce qui fonde une Nation.

La culture ce n'est évidemment pas une somme de savoirs ennuyeux qu'il faudrait apprendre quoiqu'il arrive et à toute force. Ce sont des repères, des idées et des goûts que l'on partage avec les autres. C'est avant tout un lien qui permet de mieux se comprendre, de communiquer, de vivre ensemble.

Dans ce contexte, naturellement, chaque génération amène sa part de culture, son interprétation de la culture et enrichie l'ensemble, génération après génération. Donc, comprendre et respecter la culture des jeunes, non pas que c'est la culture de jeunes, mais parce que c'est un apport de notre culture globale, est tout à fait essentielle. C'est parfois difficile et si l'on n'y prend pas garde, c'est l'une des raisons qui font se créer des fossés entre les générations.

Pour permettre d'avoir une meilleure appréciation de l'importance qu'il y a à suivre les évolutions de la culture, je crois qu'il faut deux choses, la première, vous l'avez dit, c'est de mieux respecter toutes ses formes et notamment à ses formes modernes qui, génération après génération, apparaissent.

Deuxièmement, il faut naturellement que cette culture ait un fondement et ce fondement exige un minimum de réflexion de travail, d'ouverture d'esprit, de connaissances. C'est la raison pour laquelle il faut que nous développions davantage notamment dans notre enseignement les disciplines de la sensibilité. A l'école, nous apprenons traditionnellement les disciplines de la connaissance, c'est-à-dire ce qu'il faut savoir, les disciplines habituelles. On ne fait peut être pas toute la place qu'il faudrait aux disciplines de la sensibilité. Le sport, d'une part, naturellement mais surtout tout ce qui touche à la musique, la poésie, les arts de toute nature parce que c'est par ce biais que l'on crée à la fois chez le jeune, chez l'enfant, la curiosité mais aussi la connaissance, savoir distinguer le bien du moins bien, être curieux sur ce qui se passe ailleurs. J'approuve ainsi tout à fait l'orientation que Anne a donné à sa réflexion tout à l'heure.

En fait, la culture, c'est, avec le respect de l'autre, le respect des personnes, une vertu qui hélas à tendance à être parfois oubliée. La culture, avec le respect des personnes, c'est en fait le ciment de toute société et, notamment bien sûr, de notre société.

L'équilibre social repose, sur la qualité et sur la vitalité d'une sorte de pacte, d'un accord, d'un contrat qui unit les citoyens entre eux, et repose aussi sur une vraie volonté de vivre ensemble, et naturellement sur des valeurs, des grandes valeurs, celles qui ont été évoquées tout à l'heure, et qui soient partagées, que tout le monde reconnaisse comme des valeurs essentielles. Si l'on apprécie cela, au plan politique, on voit que dans une démocratie, dans une République comme la nôtre, le rôle du Chef de l'Etat, c'est avant tout de faire respecter ces valeurs, pour qu'au-delà du rappel de la loi, la cohésion de la Nation repose d'abord sur une forme d'harmonie entre ses membres, entre tous les Français et cela suppose un autre regard porté sur l'autre. Un regard qui soit a priori un regard amical, ouvert, curieux et généreux. Cela dépend de chacun d'entre nous. La première exigence, je crois, qui s'impose à un peuple républicain, c'est le respect des droits et des devoirs de chacun.

Chaque personne a des droits, c'est une des grandes conquêtes de l'humanité que d'avoir reconnu que chaque personne a des droits que ces droits sont les mêmes pour tous et pour toutes. Dans sa longue histoire, le peuple français s'est battu, peut-être plus qu'aucun autre peuple, pour que ces droits soient reconnus et soient respectés. On associe souvent la notion même de droits de l'Homme à l'histoire de notre pays.

Etre libre d'aller et venir en toute sécurité, de dire ce qu'on pense, d'avoir ses croyances. Ne pas se voir imposer les croyances des autres. Etre accepté avec ses différences et, surtout c'est encore plus important, être écouté et accueilli parce qu'on est différent. Pouvoir accéder aux savoirs fondamentaux, à l'emploi, au logement. Bénéficier, vous l'avez dit tout à l'heure, de la solidarité de la solidarité nationale pour ce qui concerne notre pays mais c'est une valeur qui

secondaire, de la seconde nationale, pour ce qui concerne notre pays, mais c'est une valeur qui devrait s'imposer aussi au niveau international.

Vivre en République n'a de sens que si, au-delà des mots et des proclamations, tout est mis en oeuvre pour que ces droits soient effectivement respectés. Hélas, on est bien obligé de constater qu'ils ne le sont pas toujours, beaucoup s'en faut, et que chacun doit y mettre du sien.

Mais vivre en République, être des enfants de la République, cela suppose aussi la conscience d'une autre réalité. C'est que vivre en République ce n'est pas attendre tout de la collectivité. On doit en attendre le respect au sens large du terme, c'est-à-dire le respect également des exigences d'une vie digne, mais on ne peut pas tout attendre de la collectivité. Il n'y a pas de société juste et libre sans un équilibre entre les droits, que l'on a, et les devoirs, que l'on doit assumer. Vivre en République, c'est être en quelque sorte partie prenante d'une communauté de vie et de destin, co-responsable du bien commun, un bien qui dépasse chacun de nous, sans lequel personne n'aurait la moindre chance de trouver harmonieusement sa place dans la société. Vivre en République, c'est, avec les autres, avec tous les autres sans exception, se sentir en charge, responsable d'un intérêt général qui n'est pas seulement la somme des intérêts de chacun ou de chaque groupe. C'est accepter de faire une place aux autres dans ses choix, dans ses comportements, dans ses habitudes de vie dans ses règles de vie. C'est se reconnaître à soi-même autant de devoirs que de droits. C'est comprendre que la liberté de chacun s'arrête là où commence celle des autres. C'est faire vivre la solidarité et la fraternité, c'est aussi faire vivre l'ensemble des valeurs, qui sont les nôtres, que nous partageons au-delà de nos différences et qui vont de l'entraide familiale au don du sang. Ce sont des obligations assumées pour pouvoir vivre en société. Cela va du respect du code de la route au paiement de l'impôt. Et cela suppose naturellement d'accepter les contraintes que la loi impose à chacun pour assurer la protection de tous.

C'est de cet équilibre entre droits et devoirs que je voulais vous dire un mot, à travers deux questions qui sont au coeur de votre engagement de citoyen, de jeune citoyen responsable et qui veut assumer sa responsabilité notamment en participant au conseil d'enfants et de jeunes. Comment mieux vivre ensemble dans notre société ? C'est la question du respect de la loi et celle de l'égalité des chances.

Comment remplir notre devoir de solidarité vis-à-vis du futur ? On parle toujours des droits de chacun, des droits de l'Homme. Mais il y a les droits de l'Homme aujourd'hui qui doit être respecté, mais l'Homme ne va pas s'arrêter avec nous. Il y a les droits de l'Homme de demain que l'on a fâcheuse tendance, aujourd'hui, à oublier et qu'il faut réintégrer dans notre préoccupation et cela c'est la question de la protection de la planète, de son environnement, et de ses ressources naturelles, de tout ce qui est nécessaire pour que les droits de l'Homme de demain soient respectés au même titre que nous attendons de voir respecter ceux de l'homme et de la femme aujourd'hui.

Mieux vivre ensemble ! Rien n'est plus important que d'apprendre ou de réapprendre à vivre ensemble. Le grand danger des sociétés modernes, c'est en fait l'égoïsme, la solitude, l'enfermement sur soi, sur une communauté, sur un quartier, sur une bande. C'est un grand danger et ce danger conduit tout naturellement à toute sorte d'amalgames, comme l'amalgame entre cités et violence. Cela a été, très bien, dénoncé par Bruno je n'y reviens pas. C'est effectivement un grand danger et qui n'est pas seulement mis en exergue par les médias qui est une sorte de réalité naturelle et spontanée profondément injuste et profondément dangereuse. Injuste, parce que je ne le répète pas, Bruno l'a très bien dit, cela ne correspond pas à une réalité et dangereux parce que cela implique forcément des réactions qui sont toujours des réactions négatives et qui peuvent devenir des réactions de violence, d'humiliation, de haine. Ce sont des sentiments contre lesquels il faut lutter.

En fait, nos sociétés ont besoin de dialogue, de justice, et de liberté.

C'est pourquoi la misère et toutes les formes d'exclusion doivent être combattues sans relâche. C'est pourquoi il faut faire vivre les valeurs de tolérance. C'est une valeur que nous ignorons trop et qui pourtant est l'essentiel de l'harmonie de la vie, valeur de tolérance et de respect des autres contre tous les extrémismes, quels qu'ils soient de quelle nature qu'ils soient, empoisonnent la

démocratie. Cet objectif est au coeur de votre engagement et de votre mobilisation. Vous qui vous voulez apprentis au service de la gestion du bien public et du bien de tous, quand l'essentiel est en jeu, j'ai toujours observé que la jeunesse était présente au premier rang. Elle comprend peut être plus vite, parce que plus spontanément, ayant moins besoin de réflexion, pour être sensible aux réalités et aux dangers. Elle se mobilise plus spontanément et plus rapidement que les moins jeunes. On l'a vu souvent notamment dans les réactions politiques, économiques, sociales.

Chacun doit aussi prendre conscience du rôle de la loi. Elle est la règle du jeu qu'une société se donne, démocratiquement. Elle garantit la liberté contre la force et protège toutes celles et tous ceux qui en ont besoin, et en premier lieu, naturellement, les plus faibles, les plus vulnérables. Ce sont les faibles et les vulnérables qui ont besoin de la protection de la société et cette protection doit être organisée et elle l'est démocratiquement par la loi. La loi n'est pas d'abord une contrainte, comme certain voudrait le faire croire. Elle est, en réalité, le meilleur rempart contre la raison du plus fort.

Claire BRISSET, que je salue ici, et à la réflexion de laquelle j'ai très souvent recours, la Défenseure des enfants, vous en a parlé à travers la question des droits de l'enfant. C'est en brisant la loi du silence, comme elle le fait, en mobilisant toute la société pour que le droit soit respecté, partout et jusqu'au coeur des familles, que l'on protégera les enfants les plus vulnérables, ceux qui sont si souvent les victimes de la violence des adultes. Tout à l'heure, vous avez parlé de la journée des droits de l'enfant, c'est le 20 novembre. Mistral a eu raison de vouloir qu'on lui donne plus d'importance. Il a raison, car il faut sensibiliser tous les Français, toutes les Françaises à ce problème dont on parle volontiers mais sur lequel on ne réfléchit peut être pas suffisamment et suffisamment profondément.

Je serai, pour ma part, tout à fait favorable à ce que ce jour-là, (et dans le droit fil de ce que Mistral a proposé tout à l'heure), l'on ait une journée de dialogue qui serait organisée, par tous les maires de France au sein de leur commune ou de leurs arrondissements, et qui permettrait un dialogue pour avoir une meilleure conscience de la question des droits de l'enfant.

Parce que, face à la violence, il faut poser des règles qui peuvent paraître contraignantes. Alors, on dit parfois : mais, s'il y a trop de sécurité, il n'y a plus de liberté. On veut opposer la sécurité et la liberté.

Je crois que c'est faux ! Je crois même que c'est le contraire. Quand on a peur d'aller dans certains quartiers, à tort ou à raison. Mais quand les chauffeurs d'autobus, les médecins ou les pompiers se font caillasser. Quand, à l'école ou dans la rue, les plus faibles ou les plus jeunes ont peur, peur notamment de se faire insulter ou frapper ou racketter. Alors, ce sont les droits fondamentaux de chacun qui sont atteints.

Et lorsque les lois ne sont plus appliquées, eh bien, les gens ne sont pas plus libres. Ils sont plus isolés, ils sont plus vulnérables, ils sont plus désarmés, évidemment, surtout les plus faibles, par l'âge ou par le niveau social. La vie devient plus dure, la société moins juste, parce que certains habitent un quartier agréable, avec des commerçants, des rues calmes et de bonnes écoles, tandis que d'autres sont handicapés du seul fait qu'ils habitent dans une cité difficile.

C'est profondément injuste et on doit y remédier. Ce n'est pas facile, naturellement, mais c'est un effort collectif qui permettra de le faire. Un effort qui doit partir de la propre réflexion de ceux qui sont en première ligne face à ces problèmes, et surtout les jeunes.

La loi est, en réalité, ce qui fait vivre une société. C'est pour cela qu'il est essentiel de connaître ses droits et ses devoirs. Je souhaite que tous les jeunes puissent suivre des cours d'instruction civique pour mieux comprendre nos lois et nos institutions. Quand je parlais, tout à l'heure, de la nécessité de développer dans notre enseignement les disciplines de la sensibilité, j'y incluais, en réalité, tout ce qui est l'instruction civique, c'est-à-dire l'art et la manière de vivre dignement ensemble, généreusement ensemble. C'est là la clé pour se faire respecter et pour respecter l'autre.

Et vous savez, lorsque la loi recule, lorsque la peur s'installe, c'est tout l'équilibre de la société qui est en danger.

Et notre société est aussi en danger quand l'égalité des chances n'est plus assurée.

Avec le dynamisme de la jeunesse, l'égalité des chances est le moteur d'une société qui se transforme. Elle permet à chacun de s'accomplir, de donner le meilleur de soi-même, de libérer sa capacité de création. La capacité de création est grande chez les jeunes, chez tous les jeunes, quel que soit leur niveau intellectuel, quel que soit, le cas échéant, leur handicap qui leur a imposé la nature. Tous ont une capacité de création. Il faut simplement avoir la possibilité de déceler cette capacité de création, de l'enrichir, de lui faciliter l'expression. L'égalité des chances, c'est tout à la fois l'accomplissement individuel, la clé de la justice sociale et aussi la première condition de la croissance et du progrès.

Pour cela, l'école doit remplir totalement sa mission qui est de donner à tous les jeunes les mêmes armes pour réussir. Nous avons encore beaucoup de progrès à faire. L'illettrisme ne recule pas depuis très longtemps et c'est un fléau, un fléau insupportable. Au-delà de l'illettrisme, on ne peut pas accepter que près d'un quart des élèves qui entrent en sixième ne sachent pas lire, écrire et compter correctement. C'est un formidable handicap, à la fois matériel et moral, qu'ils ont pour entrer dans la vie. C'est une injustice profonde dont ils sont les victimes. Quelles peuvent être leurs chances dans le monde d'aujourd'hui ? La lutte contre l'échec scolaire doit être une priorité absolue.

Et après l'école, tous les jeunes n'ont pas, c'est évident, les mêmes facilités pour trouver leur place, pour conquérir leur indépendance, pour aller vers l'emploi. Je sais que le gouvernement va bientôt créer le contrat d'insertion dans la vie sociale qui permettra aux jeunes entre 16 et 25 ans de pouvoir s'engager dans une activité d'insertion, dans la création d'une entreprise, ou dans une action associative, ou dans un engagement humanitaire, en ayant les moyens de vivre durant cette période où il exprimera sa capacité de création de travail. En mettant ainsi aux jeunes "le pied à l'étrier", en leur apportant l'aide nécessaire à un moment essentiel de leur parcours, je pense que ce contrat devrait leur offrir un nouveau chemin ou un autre chemin vers l'autonomie et vers l'emploi.

Mais l'égalité des chances suppose aussi que tous les citoyens français aient les mêmes droits. Il n'y a plus de démocratie si, pour certains, les "dés sont pipés" dès le départ pour quelques raisons que ce soit.

Vous le savez, la première raison d'être de la République est d'assurer l'égalité des citoyens, sans distinction de race, d'origine ou de religion. Distinctions qui sont à l'opposé même, qui sont la négation même de l'idée de démocratie et surtout de l'idée de République. C'est d'ailleurs l'article premier de notre Constitution et c'est sans aucun doute le plus important.

Votre génération voit la France évidemment avec un regard neuf. Vous avez vous-mêmes choisi de réfléchir sur la diversité culturelle. Vous savez que la société française est une société qui est à la fois une, qui se veut une, mais qui est, c'est une réalité, multiple. Vous sentez que cette société une et multiple doit être fraternelle et qu'elle doit être généreuse. Vous le sentez spontanément, parce qu'il est dans la nature des jeunes d'avoir des réactions spontanées qui, hélas, risquent ensuite de s'effacer avec l'âge et la gestion des difficultés de la vie. Vous êtes donc au premier rang pour faire que toutes les formes d'intolérance et d'exclusion qui sont le mal, qui rongent nos sociétés modernes, soient bannies de notre pays et des autres aussi, bien entendu. Nous savons que l'on peut compter sur la jeunesse d'aujourd'hui pour lutter avec détermination en faveur de l'égalité. C'est l'essentiel, l'essentiel de votre vocation de jeunes responsables et respectueux des autres, ouverts, chaleureux et généreux. Par le respect de la loi. Par l'école républicaine. Par l'intégration et par la lutte contre toutes les discriminations. Je suis sûr que vous saurez apporter votre part de responsabilités dans la société de demain.

Nous avons des devoirs à l'égard de cette société, mais nous en avons aussi envers l'avenir, je l'évoquais tout à l'heure rapidement, c'est-à-dire envers tout simplement notre planète, en tant que planète, mais en tant lieu de vie des générations qui viennent. Et donc, la défense de notre patrimoine commun, patrimoine commun de l'humanité.

Nos générations sont confrontées à un problème nouveau dont, en tous les cas, on n'avait pas conscience parce qu'il n'avait pas encore pris l'ampleur qu'il a pris aujourd'hui. Il y a encore cinquante ans, personne, personne en dehors de quelques visionnaires naturellement, ne se

cinquante ans, personne, personne en dehors de quelques visionnaires naturellement, ne se souciait des conséquences de l'activité humaine sur la nature, sur la planète. La science et la technologie, il est vrai, n'étaient pas encore assez puissantes pour infliger à l'ordre naturel des dégradations ou des dérèglements irréversibles. Aujourd'hui, si nous ne changeons pas de comportement, nous risquons non seulement d'altérer le climat, c'est un sujet, à juste titre, à l'ordre du jour d'aujourd'hui, mais aussi, comme vous l'a expliqué, tout à l'heure, Nicolas HULOT, de faire disparaître des espèces entières, d'endommager irrémédiablement les trésors de la nature, les forêts, les fonds marins.

Cela est dramatique car l'homme devrait savoir qu'il ne pourra survivre en tant qu'espèce, en tant qu'homme, indépendamment du milieu naturel avec lequel il s'est développé depuis l'origine des temps.

Je l'ai dit au Sommet mondial du développement durable, à Johannesburg : la Terre est vraiment en danger. Nous sommes confrontés à ce qui pourra apparaître comme une sorte de crime contre les générations futures et qui sera dénoncé comme cela.

Le respect de la vie sous toutes ses formes est devenu une priorité. Alors que les hommes avaient autrefois pour seul souci de transformer la nature pour subvenir à leurs besoins, ils doivent désormais savoir qu'il faut la préserver et la défendre, et pour cela, il faut la respecter. Il ne s'agit pas de refuser le progrès, naturellement, ni de revenir à un passé imaginaire qui n'a d'ailleurs jamais existé. Mais il faut veiller à ce que, dans les actes de notre vie courante, les ressources naturelles ne soient pas gaspillées. Et cela ne s'improvise pas. Cela se ressent et cela s'apprend. Et par conséquent, c'est avant tout de la responsabilité des jeunes, car c'est à votre âge qu'on ressent les choses spontanément, qu'on les comprend mais aussi qu'on les apprend. Et, qu'à partir de là, on a un certain comportement pendant la vie.

Cela implique, bien sûr, des contraintes qui devront être acceptées par chacun de nous. Dans tous les domaines, il faut choisir les modes de vie et de travail les plus respectueux de l'environnement. Cela concerne aussi bien le tri des déchets que les gaz d'échappement, la consommation d'énergie, les ressources en eau, la priorité à donner au chemin de fer ou aux transports en commun. Bref, toute une série d'actions qui sont la vie même, l'expression de la vie et que nous devons corriger pour les rendre acceptables, plus économes de nos moyens et nous permettre de respecter les droits de l'Homme de demain.

Nous devons faire en sorte que toutes les décisions, celles des particuliers, celles des industriels, celles des pouvoirs publics, prennent en compte cette exigence qui est une exigence vitale pour notre avenir. C'est leur devoir. La sauvegarde de notre environnement est à ce prix et vous êtes, probablement, la dernière génération en mesure d'apporter l'impulsion suffisante pour changer les mentalités et les comportements. C'est une responsabilité considérable qui pèse sur votre génération car, après, il risquera d'être trop tard pour changer les habitudes et les comportements.

Dans les mois qui viennent, la France a décidé d'adopter une charte de l'environnement, qui sera adossée à notre Constitution. Une charte qui précisera pour notre pays les droits et les devoirs de chacun. Mais pour que cette démarche porte ses fruits, il faut naturellement ou il faudrait que tous les pays du monde agissent ensemble.

Pour cela, il est essentiel de veiller à une prise de conscience sur le plan planétaire des problèmes de cette nature, et en particulier de la stricte application des engagements internationaux bien faibles mais qui, tout de même, existent et qui ont été pris, je pense à Rio et à Kyoto, pour lutter contre " l'effet de serre " ou à d'autres.

Mais il faut aller plus loin. Les générations qui avaient traversé le deuxième conflit mondial -la Deuxième guerre mondiale-, au lendemain de cette Deuxième guerre qui a été si meurtrière et si absurde, ont créé les Nations Unies, ceci pour faire prévaloir le droit sur la force, la démocratie sur les dictatures.

Notre responsabilité, notre devoir aujourd'hui, c'est de créer une véritable organisation mondiale de l'environnement pour défendre ce qui est désormais, en quelques sorte, notre " terre patrie ". Dans ces combats essentiels pour l'avenir, je sais que vous toutes et vous tous, à l'avant-garde de la jeunesse, plus responsables, conscients, peut-être, que d'autres, vous serez en première ligne.

Vous conduirez ces combats dans le cadre de l'Europe de demain. Même si nous n'avons pas parlé aujourd'hui de l'Europe, je sais que c'est une idée qui vous séduit et dont vous avez spontanément compris qu'elle était à l'échelle de notre temps et de ces problèmes.

Ce grand dessein de nos pères, qu'ils avaient conçu pour bannir la guerre de notre continent et pour y enraciner la démocratie, ce grand dessein, l'Europe, nous permettra de vivre plus libres, plus prospères et plus forts dans le monde. Avec l'élargissement qui s'annonce nous allons concrétiser une grande ambition : construire l'Europe des Nations à l'échelle de tout un continent qui a été ravagé par les guerres pendant des siècles et qui sera enfin réconcilié.

Au-delà de la paix, au-delà de la force qu'elle nous donne pour maîtriser notre destin dans le monde, l'Europe est tout simplement, je le sais, pour vous, en quelque sorte, une évidence, un mode de vie, une culture, un modèle social que vous affirmez avec toute la confiance de la jeunesse, toute son ouverture d'esprit, sa générosité, sa capacité au dialogue des cultures. C'est tout naturellement que vous y voyez votre avenir, que vous voulez y vivre, y travailler, y réussir. Et c'est pour cela qu'elle vous mobilise.

Par votre volonté de faire bouger la France, et de rappeler, sans concession, les combats essentiels, ceux qu'il faut conduire sans attendre, ceux de la solidarité, de la culture, de l'échange, de la générosité, vous nous donnez à tous un exemple d'engagement, un exemple de démocratie, un exemple de noblesse.

Je tenais à vous le dire et à vous en remercier.